

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 FÉVRIER 1926.

Projet de loi domaniale.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS.

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives le projet de loi ci-joint ayant trait à des questions d'intérêt domanial.

Les diverses dispositions du projet se justifient par les considérations suivantes :

I.

Préoccupé de l'idée de se débarrasser du service des installations d'eau de Cabour à Adinkerke, dont la dépense annuelle s'élevait à environ 360,000 francs, le département des Affaires Économiques se mit en rapport avec les communes intéressées en vue de leur céder ces installations.

Les négociations ont abouti le 27 août 1924 à la conclusion, à l'intervention de l'Administration des Domaines, d'une convention, par laquelle le Gouvernement a cédé, sous réserve d'approbation par la Législature, les installations de captage et de distribution d'eau avec le terrain d'assiette aux communes d'Adinkerke, La Panne, Nieuport, Oostduinkerke et Furnes.

Le prix de cession, qui a été fixé à cent mille francs, peut être considéré comme très satisfaisant.

Cette convention dans son ensemble est très avantageuse pour le Trésor. Indépendamment de la recette que la vente procure à l'État, celui-ci s'est débarrassé d'une charge grevant lourdement le budget tout en assurant le maintien d'un service présentant un intérêt public incontestable.

II.

Le raccordement de la ligne de Tamines-Anhée à celle de Tamines-Lam-busart nécessite des travaux de remblais. La Société anonyme du Charbonnage de Saint-Roch à Auvelais, dispose de déblais provenant du puits d'extraction et des terrils.

D'autre part, l'État est propriétaire de diverses parcelles de terre, situées sur la commune de Tamines, section A, n° 381, 383, 385b et 1046d du cadastre, d'une contenance globale de 93 ares, 90 centiares, d'après un mesurage récent. Ces terrains sont disponibles.

Un acte passé entre le Département des Chemins de fer et la Société anonyme du Charbonnage de Saint-Roch, à Auvelais, sous réserve d'approbation par la Législature, porte engagement par la dite société, de fournir des déblais nécessaires aux travaux de remblayage en question, et à en effectuer le transport, moyennant cession par l'État des terrains susdits.

Les avantages que l'arrangement concède à l'État sont évalués par l'Administration des Chemins de fer à fr. 221,000

Les terrains domaniaux cédés en compensation ont une valeur vénale de 6,000 francs l'hectare; si l'on tient compte de la valeur de convenance que ces biens offrent pour la société acquéreuse, on peut leur attribuer au maximum une valeur de fr. 4.40 le mètre carré, soit pour l'ensemble environ fr. 41,000

De telle sorte que la convention fait réaliser pour l'État un bénéfice de fr. 180,000

III.

L'Etat est propriétaire de 2 ha. 9 a. 67 ca. de terrain à Westende, section A, partie du n° 349, acquis avec d'autres en 1920, par l'Office des Régions Dévastées, à raison de 3.000 francs l'hectare.

Le magasin communal a construit sur ce terrain un grand bâtiment d'environ 48 mètres × 7^m60, sans plafond, avec petit bureau-annexe, le tout couvert de tuiles. Par suite de la suppression des magasins communaux cet immeuble devient disponible pour la vente. Le caractère tout à fait spécial de ces constructions est de nature à écarter les amateurs et une réalisation par voie d'adjudication publique était vouée à un échec certain.

L'association sans but lucratif « Vereeniging der Parochiale Werken van Westende » désirant y organiser une école apparut comme seul amateur possible. Après des négociations laborieuses, l'accord s'établit moyennant le prix de 50.000 francs, acte en main, que l'association consentit à payer comptant et qui, eu égard aux circonstances, doit être considéré comme avantageux pour le Trésor; il correspond à la valeur assignée à l'immeuble par les agents du service local des Domaines. Par le fait du contrat, l'Etat évitait de devoir faire immédiatement des travaux importants de réparation au bâtiment.

La vente fut conclue par acte du 10 décembre 1924, sous réserve d'approbation par la Législature.

IV.

L'Etat possède à Malines, rue de l'Ecoutête, un immeuble connu sous le nom de « Refuge de l'Abbaye de Tongerlo », inscrit au cadastre Section A, n° 712 B pour une contenance de 9 a. 70 ca.

Cet immeuble, entré dans le domaine national comme bien d'émigré, par l'effet de la loi du 13 Fructidor An IV, a été affecté depuis cette époque au service de la gendarmerie.

En 1921, le bien, qui ne présentait plus d'utilité pour l'Etat, fut remis à l'Administration des Domaines aux fins de vente.

La province d'Anvers ayant sollicité l'acquisition de l'immeuble en vue de l'agrandissement des locaux de l'Archevêché de Malines, un accord s'est établi sur la base d'un prix de 28,000 francs, qui correspond à la valeur vénale actuelle.

V.

L'Etat est propriétaire :

1° D'un terrain d'une contenance approximative de 13 a. 57 ca., situé à St-Josse-ten-Noode aux abords de la Place Armand Steurs, provenant du tronçon désaffecté de l'ancien chemin de fer de ceinture de Bruxelles-Nord à la station du Quartier Léopold, compris entre l'extrémité de la rue du Moulin et la limite de la commune de Schaerbeek ;

2° D'une languette de terrain d'une contenance de 18 ca., située à St-Josse-ten-Noode, provenant de l'ancienne voirie publique devenue le Boulevard Paul Deschanel.

Par suite d'une erreur de mutation la parcelle sub n° 1 figure au cadastre depuis 1891, au nom de la commune de St-Josse-ten-Noode. A partir de cette époque, la commune précitée a occupé ce terrain sans titre ni droit et l'a couvert en partie de constructions.

Un petit triangle de 16 centiares 10 dm², faisant partie d'une parcelle domaniale cédée gratuitement à la commune de St-Josse-ten-Noode par acte du 13 juin 1891 en vue de l'extension de la voirie, n'ayant pas reçu la destination d'utilité publique qui lui était assignée, devait en exécution du dit acte faire retour à l'Etat. Elle est comprise dans la présente cession pour être incorporée aujourd'hui dans la voie publique ensuite d'un nouvel alignement.

A cause de son exigüité et de son état d'enclave ce terrain est d'une réalisation presque impossible. Toute tentative de vente publique doit être écartée. Situé derrière un terrain à front de l'Avenue Paul Deschanel appartenant à la commune de St-Josse-ten-Noode, il ne peut intéresser que cette dernière et présente pour elle une valeur de convenance appréciable étant donné que son terrain considéré isolément n'a qu'une profondeur de 10 mètres.

Un accord s'est établi avec la commune de St-Josse-ten-Noode, moyennant le prix de 170,000 francs payable dix jours après l'approbation par la Législature. Moyennant paiement de ce prix, l'Etat renonce :

a) A toute demande d'indemnité à laquelle l'occupation sans titre du terrain domanial par la commune pourrait lui donner droit ;

b) A toute action en rétrocession du petit triangle visé plus haut dont la destination d'utilité publique n'a pas été réalisée.

L'opération apparaissant comme avantageuse tant pour le Trésor que pour la commune, le contrat a été signé le 11 mai 1923 sous réserve d'approbation.

VI

L'Etat possède à Liège au lieu-dit « Ile des Aguesses » une parcelle de terrain de 12 ares 19 centiares tenant à l'association sans but lucratif « Ecole technique de Liège » et au quai du Condroz.

D'après les prévisions, cette parcelle ne sera jamais d'aucune utilité pour l'Etat ; l'acquisition en est sollicitée par l'association précitée.

Eu égard à sa configuration irrégulière, cette parcelle ne peut être considérée dans son ensemble comme terrain à bâtir. Elle paraît même d'une réalisation assez malaisée. Cependant elle présente pour l'association précitée une valeur de convenance spéciale.

C'est en tenant compte de ces circonstances que le prix a été fixé à 33,000 francs, soit un peu plus de 27 francs le m².

VII

L'exécution des travaux d'amélioration du canal de Gand à Terneuzen avait nécessité l'acquisition de certaines parcelles de terrain sur le territoire de la ville de Gand.

Celle-ci a pris possession d'excédents d'une contenance totale de 2 hectares 16 ares 43 centiares et les a incorporés en partie dans son nouveau bassin.

La convention conclue avec la Ville a pour but de régulariser la situation en cédant à celle-ci, pour le prix de 106,022 francs, les dits excédents, qui ne présentent plus aucune utilité pour l'Etat, et de régler définitivement l'indemnité à réclamer du chef de l'occupation de ces terrains. La Ville consent à payer en sus du prix d'acquisition une indemnité de fr. 57,141.49 savoir : 18,661 francs pour occupation d'une superficie de 1 hectare 38 ares 01 centiare depuis le premier janvier 1903 et fr. 38,479.51 pour occupation du surplus depuis le 8 mars 1909.

VIII.

Par suite de la désaffectation définitive de l'ancienne caserne d'infanterie dite de l'Hôpital à Menin, le Département de la Défense Nationale a remis à l'Administration des Domaines, à fin d'aliénation, un vaste immeuble occupé jadis par la troupe, et dont les constructions se trouvaient dans un état lamentable par suite de la guerre.

Les Hospices Civils de Menin ayant demandé l'acquisition de la caserne en vue de la transformer en asile pour vieillards, l'Administration des Domaines a consenti à la cession, sous réserve d'approbation de la Législature, moyennant le prix de 73.000 francs, équivalent à la valeur vénale de l'immeuble.

Par la même convention, l'Administration des Domaines a cédé à l'administration communale de la ville de Menin la jouissance et l'usage de la place d'Armées, faisant également partie du domaine militaire désaffecté et située devant l'ancienne caserne, à charge par la ville de l'aménager en square public à ses frais et d'en assurer le bon entretien ainsi que l'éclairage et la surveillance.

Il est stipulé que l'Etat pourra, lorsque la chose se justifierait pour des raisons d'utilité publique, reprendre tout ou partie de la place sans avoir à payer aucune indemnité.

Cette double opération, faite dans un intérêt public, est également avantageuse à la ville de Menin et à l'Etat. L'entretien par ce dernier de la place, aujourd'hui transformée en square, aurait entraîné une dépense relativement élevée; d'autre part, la mise en adjudication de l'ancienne caserne, dans l'état où elle se trouvait, aurait rencontré fort peu d'amateurs à raison du coût des travaux de restauration et de la destination ancienne des bâtiments qui se prêtaient difficilement à une appropriation privée.

IX.

La Caserne des Dames Blanches, sise rue du Manège, à Louvain, incendiée en 1914, ne sera pas reconstruite à son ancien emplacement trop exigü (57a50) pour les besoins actuels et éventuels.

L'assiette de cette caserne est donc devenue sans utilité pour l'Etat.

La ville de Louvain a manifesté le désir d'en devenir propriétaire en vue de la construction de deux écoles et consent à payer le prix de 125.000 francs, qui représente la bonne valeur actuelle de ce terrain.

X.

Les conventions du 29 août 1912 et du 28 janvier 1914 intervenues entre l'État et la commune de Schaerbeek au sujet de la question du voûtement du chemin de fer de ceinture dans la section comprise entre la chaussée de Haecht et l'avenue Louis Bertrand, stipulent en leur article 6 :

« Les terrains de l'État restant disponibles de part et d'autre du voûtement » feront l'objet d'une convention à intervenir ultérieurement entre l'État et la commune de Schaerbeek et dans laquelle sera réglé l'échange des terrains sur toute l'étendue du chemin de fer déplacé ».

Cet échange fait l'objet d'un acte signé le 24 octobre 1925, sous réserve d'approbation par la Législature, et passé entre l'État et la commune de Schaerbeek.

Cet acte stipule en outre en son article 7, que l'État renonce en faveur de la commune, moyennant le paiement par celle-ci d'une indemnité compensatoire à l'exercice du droit de propriété sur les terrains de l'ancienne rue Girardin, qui lui avaient été concédés par l'article 3 de la convention du 3 mai 1900, ratifiée par la loi du 18 mai.

Les terrains à céder par l'État, tout comme ceux à céder par la commune, ont été estimés non au taux du jour mais au prix coûtant. Il est évident, en effet, que la plus-value acquise par ces terrains est en grande partie le résultat des gros sacrifices faits par la commune pour l'aménagement de sa voirie, et il est équitable dès lors que cette plus-value lui reste acquise.

Les terrains cédés par l'État ont une superficie de 4 ha. 06 a.

34 ca. 25 dm² ; ils sont estimés à frs. 867,938.72

Ceux cédés par la commune mesurant 53 a. 42 ca. 65 dm² ;

leur valeur est de frs. 241,088.23

Différence égale à la soulte stipulée. frs. 626,850.49

Quant à l'indemnité à payer par la commune à raison du bénéfice que lui procure la renonciation par l'État à son droit de propriété sur les terrains de l'ancienne rue Girardin, elle a également été calculée sur la base du prix moyen d'acquisition, soit fr. 27,72 le m². Elle s'élève au total à fr. 119,729.68.

XI.

Les travaux de mise à grande section du canal de Charleroi à Bruxelles, en aval de Clabecq, nécessitent l'acquisition de 8 a. 71 ca. 14 dm² de terrain à prendre dans les parcelles n^{os} 144 H/2, 144 i/2, et 135 e section A du cadastre de la commune de Leeuw-St-Pierre et appartenant à la Société Anonyme « Brasserie Wielemans-Ceuppens ».

Celle-ci consent à céder ces biens à l'État, en échange d'un terrain de 27 a. 43 ca. 92 dm², situé sur le territoire des communes d'Anderlecht et de Leeuw-St-Pierre, constituant un excédent de parcelles domaniales.

Les terrains échangés ont été évalués chacun à 10 francs le m², évaluation très favorable à l'État, propriétaire de la parcelle la plus importante ; celle-ci eût été d'une réalisation difficile, étant impropre à la culture et marécageuse.

L'échange a donc lieu moyennant une soulte de fr. 18,727.80 à payer par la société coéchangiste.

L'échange projeté, qui se fait dans d'excellentes conditions, permettra d'éviter une expropriation judiciaire, lente et onéreuse.

XII.

La désaffectation d'une partie du chemin de halage de la rive droite du canal de Gand à Terneuzen a rendu disponible une bande de terrain d'une superficie de 22 a. 53 ca. sur le territoire de la ville de Gand.

Ce terrain ne peut convenir qu'à la Société Anonyme « Transports Urbains et Vicinaux », ayant son siège à Ixelles, propriétaire des immeubles voisins.

Un accord a été conclu en vue de la cession du terrain à la dite société, moyennant le prix de 15 francs le m², soit ensemble 33,795 francs.

Ce prix tient compte de la valeur spéciale de convenance que le bien présente pour l'acquéreuse.

XIII.

Le détournement de la route de Gosselies à Courcelles, en vue de la suppression du passage à niveau de la station de Courcelles-Motte, nécessite l'acquisition par l'Etat d'une emprise de 1 are 18 ca., à prendre dans une parcelle connue au cadastre de la commune de Courcelles, section B, n° 446, appartenant à M. Florian Léonard, marchand de bois en ladite localité.

Pour éviter la nécessité de recourir à une expropriation judiciaire, un accord a été conclu avec M. Léonard, qui désire devenir propriétaire de la parcelle d'1 a. 82 ca., sise au même lieu, à côté de sa propriété. Cette parcelle n'est plus d'aucune utilité pour l'Etat.

Cette double opération pourra être réalisée au moyen d'un acte d'échange dont le projet prévoit au profit de l'Etat une soulte de 480 francs, représentant la valeur de la différence de contenance des biens cédés.

XIV.

Les travaux d'amélioration du II^e bief de la Sambre nécessitent l'acquisition :

1^o D'une emprise de 1 ha. 07 a. 40 ca. dans la parcelle n° 461a, section B du cadastre de Marchienne-au-Pont ;

2^o D'une autre de 13 a. 45 ca. dans la parcelle n° 412a de la section B de la même commune. Ces deux emprises appartiennent à la Société Anonyme Minière et Métallurgique Alliance-Monceau, établie à Monceau-sur-Sambre.

L'Etat est propriétaire des parcelles suivantes actuellement sans emploi :

1^o) Un terrain de 58 a. 60 ca. situé à Dampremy et Marchienne-au-Pont, provenant de l'ancien lit de la Sambre ;

2^o) 1 h. 35a. 20 ca. terrain à Dampremy, section B. n° 274.

La valeur des deux lots est estimée au taux uniforme de 50,000 francs l'hectare.

L'Etat s'est rendu propriétaire des parcelles de 58a.60ca et de 1ha.35a.20ca. ci-dessus en vue de les céder à la société, qui n'aurait consenti à céder à l'amiable la partie de son domaine frappée d'expropriation qu'à des conditions très onéreuses pour le Trésor, parce que cette partie lui était absolument nécessaire pour son exploitation.

Un acte à intervenir entre l'Etat et la susdite société réaliserait l'échange des immeubles prédésignés. Il contiendrait stipulation au profit de l'Etat d'une soulte de 20,450 francs. Au taux de 50,000 francs l'hectare, la soulte devrait être de 26,450 francs l'hectare. La société prend à sa charge le déplacement d'une clôture, travail qui lui occasionnera une dépense de 6.000 francs, en manière telle que la soulte à payer à l'Etat se réduit à 20,450 francs.

XV.

L'Etat est propriétaire d'un bloc de terrains d'environ 10 hectares, sis à Woluwe-Saint-Pierre, aux abords du Parc de cette localité (quartier du Vogelzang).

L'Administration des Ponts et Chaussées s'occupait, avant la guerre, d'élaborer un plan pour la mise en valeur de ces terrains, par l'établissement de voies de communication aux frais du Trésor.

Ce projet ayant été abandonné, la conservation des dits immeubles dans le domaine de l'Etat ne se justifie plus et la réalisation en peut être poursuivie.

La Société coopérative « Les Villas du Vogelzang » dénommée précédemment « Notre Logis », dont le but est de procurer aux employés des Administrations publiques, des Banques, du Commerce et de l'Industrie qui en font partie un logement sain aux meilleures conditions, a sollicité l'acquisition de ces terrains en vue de la création d'une vaste cité-jardins.

L'accord s'est réalisé au prix unitaire de 12 francs le m², qui doit être considéré comme satisfaisant, compte étant tenu des charges très onéreuses imposées à la société, en vue de maintenir à l'ensemble un caractère esthétique n'entravant en rien les projets de l'Etat relatifs à l'urbanisation d'une partie du Parc de Woluwe.

XVI.

La suppression de l'ancien raccordement entre les lignes de chemin de fer Termonde-St-Nicolas et Terneuzen-Malines a rendu disponible pour la vente une longue bande de terrain sur le territoire de St-Nicolas, d'une superficie de 69 ares 32 centiares.

L'Administration communale de St-Nicolas ayant sollicité l'acquisition de la plus grande partie de ce terrain pour en faire l'assiette d'une rue, indispensable en vue de permettre le développement des bâtisses entre la rue de la Plaisance et la rue du Gazomètre, le Gouvernement a consenti, sous réserve de ratification par le Législatif, à céder à la Ville une contenance de 57 a. 70 ca. moyennant le prix de 68.290 francs.

De l'avis de l'Administration des Domaines l'accord est avantageux à l'Etat ; le prix a été fixé en tenant compte, dans une certaine mesure, de la plus-value que la création de la rue procurera aux propriétaires voisins.

XVII.

Aux termes d'une convention conclue le 2 mai 1925 entre la Société Anonyme en liquidation du Quartier Léopold II et l'Etat belge, celui-ci est devenu propriétaire du parc public de Koekelberg.

L'Etat belge s'est engagé à assurer l'entretien du parc et à maintenir les immeubles cédés à la destination prévue.

Une convention du 6 avril 1880 avenue entre la Société du Quartier Léopold II et les communes de Koekelberg, de Jette-St-Pierre, de Ganshoren et de Molenbeek-St-Jean, prévoyait l'établissement d'un parc public et l'édification dans le périmètre du parc d'un Panthéon avec dépendances, avenues et jardins.

Le projet d'édification d'un Panthéon ayant été abandonné, il a été convenu, en 1903, entre l'Etat belge, les communes intéressées et la Société que l'emplacement réservé au Panthéon serait affecté à l'érection d'une église basilique et de ses dépendances, au service de la nouvelle paroisse créée, sous le vocable du Sacré-Cœur de Jésus, par arrêté royal du 9 juin 1903.

En vue de la réalisation de cette destination, une parcelle de terrain de 3h.32a. fut cédée à titre gratuit à la Fabrique de l'Eglise de cette nouvelle paroisse par la Société du Quartier Léopold II, suivant acte passé devant Maître Scheyven, notaire à Bruxelles, le 12 décembre 1903.

Il est reconnu que ce terrain est insuffisant pour donner à la Basilique l'ampleur et le caractère architectural que lui assignent les projets. Un terrain contigu à sa propriété, d'une contenance de 2ha. 90a., est nécessaire à cet effet ; il est destiné à servir d'emplacement à la partie inférieure de l'édifice, à l'établissement des rampes d'accès et à l'aménagement de leurs abords.

Le Gouvernement en a fait la cession à la Fabrique sous réserve d'approbation de la Législature. Il sollicite l'entérinement de cette décision.

XVIII.

En vue des travaux d'aménagement de la Sambre en amont du Pont d'Omalus à Namur, l'Administration des Ponts et Chaussées devra effectuer quatre emprises d'une contenance totale de 36a. 4ca. dans divers terrains appartenant à la ville.

D'autre part, l'Etat est propriétaire d'une parcelle enclavée dans ces terrains, dont l'aliénation a déjà été envisagée à plusieurs reprises.

L'accord suivant est intervenu avec la ville de Namur, sous réserve d'approbation par la Législature.

L'Etat cède une parcelle de 1h. 24a, 49ca. en échange des quatre emprises de 36a. 4ca. et recevra une soulte de 70.760 francs. La valeur vénale de ces biens est fixée uniformément à 8 francs le mètre carré.

L'échange projeté présente le double avantage de permettre à l'Etat la réalisation de son terrain à un prix avantageux et de lui éviter les ennuis et les frais d'une expropriation judiciaire.

XIX.

La mise à grande section du canal de Charleroi à Bruxelles, en aval de Clabecq, nécessite l'expropriation d'une superficie de 9 ares 59 ca. 38 dm², partie des immeubles dépendant des installations de la Société Anonyme d'Aoust frères, à Anderlecht.

D'autre part, pour permettre le dépôt des déblais et le détournement provisoire de la voie navigable, l'Etat doit pouvoir disposer, pendant toute la durée des travaux, d'une superficie d'environ 25 ares à prendre dans les mêmes biens.

La Société d'Aoust a manifesté de son côté le désir de se rendre acquéreuse de cinq excédents d'emprise, d'une contenance totale de 11 ares 80 ca. 29 dm², qui ne présenteront plus d'utilité pour l'Etat après l'achèvement du canal.

Afin d'éviter le paiement d'indemnités élevées du chef de dépréciation des immeubles restant appartenir à la Société, l'Administration des Ponts et Chaussées a négocié un projet de contrat qui paraît de nature à sauvegarder tous les intérêts en cause.

Outre l'échange de la propriété des immeubles susdésignés, l'Etat est autorisé à occuper, pendant toute la durée des travaux, la superficie d'environ 25 ares nécessaire à l'entrepreneur, avec faculté de faire démolir sans indemnité les maisons construites sur ce terrain et d'abattre de nombreux arbres fruitiers qui s'y trouvent,

De plus, la Société d'Aoust frères paie à l'Etat une soulte de 10.000 francs représentant l'avantage résultant pour elle de son accès au canal.

Considérée dans son ensemble, cette convention est avantageuse pour le Trésor.

XX.

Par convention du 2 avril 1914, approuvée par l'article premier n° 7° de la loi domaniale du 25 mai 1914, l'Etat belge a donné en location à l'Union-St-Gilloise, société coopérative de sports, établie à St-Gilles, pour un terme de trente années prenant cours le premier septembre 1914, moyennant un loyer annuel de 1.000 francs, un terrain d'environ 2 hectares dépendant de l'ancienne propriété Duden à Forest.

Ainsi qu'il est rappelé dans l'exposé des motifs de la loi précitée (*Doc. parl.* Chambre des Représentants, n° 236, page 5) à la fin du bail, toutes les constructions et installations immobilières, les aménagements effectués au sol et les plantations existant alors deviendront la pleine propriété de l'Etat, sans indemnité.

Les événements de la guerre empêchèrent la société locataire d'édifier les constructions prévues aux plans annexés à la convention.

En présence de la dépense considérable qu'aurait nécessité l'exécution du programme arrêté en 1914, la société sollicita, au lendemain de l'armistice, l'autorisation d'ériger une tribune provisoire. Cette autorisation fut accordée, le 25 mai 1919, sous cette condition que le travail provisoire pourrait être maintenu au maximum pendant une durée de dix ans ; passé ce terme, l'Etat se réservait le droit d'exiger l'établissement d'installations définitives conformes aux accords intervenus.

Désireux de réaliser un programme de constructions plus important et plus intéressant au point de vue esthétique, mais aussi beaucoup plus coûteux, que le projet d'avant-guerre, l'Union Saint-Gilloise engagea avec l'Etat des négociations en vue d'obtenir un nouveau bail suffisamment long pour lui permettre d'amortir la dépense, qui dépassera un million de francs.

L'accord s'est établi sur les bases suivantes, sous réserve de l'approbation de la Législature.

Le bail du 2 avril 1914 est résilié à partir du 1^{er} septembre 1925. Un nouveau bail de trente ans, à partir de cette date, est consenti à la Société locataire. Au fermage de 1,000 francs, stipulé dans l'ancien contrat, est substitué un fermage mobile en rapport avec les recettes brutes de la Société, sans, toutefois, que ce fermage puisse être inférieur à 10,000 francs par an. Sur la base des recettes faites, pendant ces dernières années, le nouveau fermage dépassera 25,000 francs par année.

L'accord intervenu est donc extrêmement avantageux pour l'Etat belge. Il assure au Trésor, pendant les dix-neuf années que devait encore durer l'ancien bail, un supplément de ressources qui ne sera en aucune hypothèse inférieur à 171,000 francs, qui s'élèvera, selon toute vraisemblance, à plus de 400,000 francs. D'autre part, l'Etat obtiendra à l'expiration du nouveau bail la pleine propriété d'installations beaucoup plus importantes que celles que le bail en cours devait nous procurer.

XXI.

L'Etat belge possède sur le territoire de la Ville de Bruxelles, 2^e district, un vaste bloc d'immeubles situés aux abords du parc public de Lacken, de l'Avenue de Meysse et du Pavillon Chinois, dont la plus grande partie est devenue sa propriété en vertu du traité de reprise du Congo et par suite de la dissolution de la Compagnie Foncière, Industrielle et Commerciale pour la conservation et

l'embellissement des Sites. Dans leur état actuel, ces immeubles, d'une superficie totale approximative de 123 hectares, produisent un revenu net qui ne dépasse guère 60,000 francs par an et qui est loin de correspondre à l'intérêt de la valeur capitale des propriétés.

La mise en valeur de ces terrains nécessite des travaux très considérables de création de rues avec égouts et canalisations diverses, dont l'exécution par les soins de l'État entraînerait le décaissement de capitaux importants qui, ne pouvant être fournis par les ressources ordinaires du Trésor, devraient forcément être demandées à l'emprunt.

Intéressée au développement rapide de ce quartier, la Ville de Bruxelles a proposé au Gouvernement de racheter les immeubles en question, en vue de procéder elle-même aux travaux d'aménagement et de mise en valeur des terrains.

Un accord de principe a été conclu avec la Ville de Bruxelles sur les bases suivantes :

La Ville de Bruxelles paie à l'État une somme de 25 millions de francs représentant la valeur actuelle des propriétés cédées, et qui reste acquise au Trésor, en toute hypothèse. L'État participera pour moitié dans le bénéfice que laissera éventuellement la revente des terrains par la Ville après l'exécution des travaux nécessaires à la mise en valeur.

Pour satisfaire aux obligations imposées à l'État par le feu Roi Léopold II, le plan d'aménagement devra être soumis à l'approbation du Comité d'administration de la Donation royale.

Le Gouvernement estime qu'envisagée dans son ensemble, la convention projetée est avantageuse au Trésor ; elle est destinée à réaliser un travail d'utilité publique dont l'importance ne saurait être contestée et à assurer la rentrée immédiate dans la caisse de l'État d'un capital important, aujourd'hui pour ainsi dire improductif.

XXII.

Dans le but de parer à la crise des logements et de favoriser la restauration des régions ou localités dévastées, le Département des Affaires Economiques a été amené à construire des cités-jardins et d'autres habitations, à établir des entreprises industrielles ou commerciales, à acquérir des immeubles endommagés par faits de guerre pour les remettre en état. D'autres propriétés, tel le vaste domaine de Woluwe où furent installés provisoirement les invalides, ont été acquises par l'État pour faire face aux besoins immédiats créés par la guerre.

Il a été reconnu que certains de ces immeubles sont de réalisation malaisée et qu'une vente par adjudication publique ne donnerait pas le résultat désiré.

Afin de mettre l'administration des Domaines à même de remplir sa mission difficile avec un maximum de chances de succès, il est souhaitable de réduire autant que possible les entraves qui existent en la matière, et il paraît indiqué d'autoriser en l'espèce une dérogation à l'article premier de la loi du 31 mai 1923, lequel limite à 20,000 francs le pouvoir du Ministre des Finances d'aliéner, de gré à gré, les immeubles domaniaux.

Eu égard à l'importance de l'intérêt engagé, j'ai l'honneur de prier le Parlement de vouloir bien accorder à l'examen du projet le bénéfice de l'urgence.

Le Ministre des Finances,

A. JANSSEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 FEBRUARI 1926.

Ontwerp van domaniale wet.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolg 's Konings bevelen, heb ik de eer aan de beraadslaging der Wetgevende Kamers te onderwerpen, het hierbijliggend wetsontwerp hebbende betrek op zaken van domanialen interest.

De verschillende bepalingen van het ontwerp verrechtvaardigen zich door de volgende overwegingen :

I.

Bezorgd met de gedachte zich te ontmaken van den dienst der waterinstellingen van Cabour, te Adinkerke, waarvan de jaarlijksche uitgave ongeveer 300,000 frank bereikte, stelde het Departement van Economische Zaken zich in betrekking met de belanghebbende gemeenten ten einde hen deze instellingen af te staan.

De onderhandelingen hebben op 27 Augustus 1924, door tusschenkomst van het Beheer der Domeinen, tot eene overeenkomst geleid, door dewelke de Regering, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht, de instellingen van opvang en verdeeling des waters met de aanhoorige gronden, afgestaan heeft aan de gemeenten Adinkerke, De Panne, Nieuwpoort, Oostduinkerke en Veurne.

De verkoopprijs, welke gesteld werd op honderd duizend frank, mag als zeer bevredigend aanzien worden.

Deze overeenkomst in haar geheel is zeer voordelig voor de Schatkist. Buiten de ontvangst welke de verkoop aan den Staat verschaft, is deze laatste ontheven van eenen last welke de begroting fel bezwaarde alhoewel het behoud verzeke- rende van eenen dienst van onweersprekelijk belang.

II.

De verbinding van de lijn van Tamines-Anbée met deze van Tamines-Lambusart vergt aanaardingswerken. De naamlooze vennootschap « Charbonnage de Saint-Roch », te Auvélais, beschikt over uitgravingspecie voortkomende van den uitdelvingsput en van de terrils.

Anderzijds, is de Staat eigenaar van verscheidene perceelen gronds gelegen te Tamines, Sectie A, n° 381, 383, 383b en 1046d van het kadaster, eener globale oppervlakte van 93 a. 90 ca. volgens eene onlangs gedane meting. Deze gronden zijn beschikbaar.

Eene akte verleden tusschen het Departement der IJzerenwegen en de naamlooze vennootschap « Charbonnage de Saint-Roch », te Auvelais, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht, houdt de verbintenis in door bedoelde maatschappij, om de noodige uitgravingspecie te leveren voor de aanaardingswerken waarvan spraak, en om ervan het vervoer te doen, mits afstand door den Staat van hoogergenoemde gronden.

De voordeelen, aan den Staat door de overeenkomst opgeleverd, worden door het Beheer van Spoorwegen geraamd op. fr. 221,000

De in compensatie afgestane domaniale gronden hebben eene verkoopbare waarde van 6,000 frank de hectare; houdt men rekening van de aangelegenhedenwaarde dezer goederen voor de aanwervende vennootschap, zoo kan men hun eene maximum-waarde toeëigenen van fr. 4.40 per vierkante meter, hetzij voor het gezamenlijke ongeveer 41,000

Derwijze dat de overeenkomst eene winst voor den Staat verwezenlijkt van fr. 180,000

III.

De Staat is eigenaar van 2 Ha. 9 a. 67 ca. gronds te Westende, Sect. A, deel van N° 349, aangeworven met anderen, in 1920, door den dienst der Verwoeste Gewesten, mits 3,000 frank per hectaar.

Het gemeentemagazijn heeft op deze strook gronds een groot gebouw opgericht van ongeveer 48 meters $\times$ 7^m60, zonder plafond, met klein aanhangend bureel, dit alles met pannen overdekt. Uit oorzaak van de afschaffing der gemeentemagazijnen, komt dit gebouw voor verkoop beschikbaar. Het gansch bijzonder karakter van bedoelde gebouwen is van aard om de liefhebbers te verwijderen en verzet zich ertegen dat, in het voorhandig geval, tot openbare aanbesteding overgegaan worde.

De maatschappij zonder winstgevend doel « Vereeniging der Parochiale Werken van Westende », wenshende er eene school tot stand te brengen, was de eenige mogelijke liefhebber. Na bezwaarlijke onderhandelingen werd de overeenkomst gesloten mits den prijs van 30,000 frank, akte in handen, welke de vennootschap contant zou betalen, en die, gezien de omstandigheden, als voordeelig voor den Staat kan beschouwd worden; hij stemt overeen met de waarde door de agenten van den plaatselijken dienst der Domeinen aan het gebouw toegekend. Door deze overeenkomst kon de Staat vermijden onverwijls aanzienlijke herstelingswerken aan het gebouw te moeten uitvoeren.

Door akte van 10 December 1924, heeft de Staat, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht, den verkoop voltrokken.

IV.

De Staat bezit te Mechelen, Schoutetstraat, een gebouw gekend onder den naam van « Refugium der abdij van Tongerlo » ingeschreven ten kadaster Sectie A, n° 742/B, eener oppervlakte van 9 a. 70 ca.

Dit gebouw, bij uitwerking der wet van 15 Fructidor jaar IV opgenomen in het Nationaal Domein als goed van uitgewekene, werd sedertdien tot den dienst der gendarmerie aangewend.

In 1921, werd er van het goed, hetwelk voor den Staat geenërlei nut meer vertoonde, afgifte gedaan aan het Beheer der Domeinen ten einde verkooping.

Daar de provincie Antwerpen de aanwerving aangezoekt heeft van het gebouw met het oog op de vergrooting der lokalen van het Aartsbisdom van Mechelen, kwam eene overeenkomst tot stand op de basis van eenen prijs van 28,000 frank overeenstemmende met de huidige veilbare waarde.

V.

De Staat is eigenaar :

1° Van een grond eener benaderende oppervlakte van 13 a. 57 ca., gelegen te Sint-Joost-ten-Noode in de nabijheid der Armand Steursplaats, voortkomende van het opgeheven deel van den voormaligen spoorweg van Brussel-Noord naar de statie der Leopoldswijk, begrepen tusschen het uiteinde van de Molenstraat en de grens der gemeente Schaerbeek;

2° Van een tongvormig perceel eener oppervlakte van 18 ca., gelegen te Sint-Joost-ten-Noode, voortkomende van den voormaligen openbaren weg, dewelke de Paul Deschanellaan werd.

Ingevolge eenen misslag van mutatie, is het perceel sub. n° 1, sedert 1891 op het kadaster ten name van de gemeente Sint-Joost-ten-Noode ingeschreven. Sindsdien, heeft bedoelde gemeente, zonder titel, noch recht, dezen grond in bezit genomen en op een deel ervan gebouwen opgericht.

Daar een driehoekje van 16 ca. 10 dm², deel uitmakende van een domaniaal perceel kosteloos afgestaan aan de gemeente Sint-Joost-ten-Noode bij akte van 13 Juni 1891 met het oog op de uitbreiding der wegenis, de bestemming van openbaar nut welk eraan aangewezen werd niet verkregen heeft, moet hetzelfde in uitvoering van bedoelde akte aan den Staat terugkomen. Het is in den tegenwoordigen afstand begrepen om heden bij den openbaren weg, ten gevolge eener nieuwe rooiingslijn ingelijfd te worden.

Om reden van zijne engheid en van zijnen staat van ingesloten grond, is de tegeldemaking van dit perceel bijna onmogelijk. Alle poging tot openbare verkoop moet afgewezen worden. Gelegen achter een grond voorhoofdende aan de Paul Dechanellaan, dewelke aan de gemeente St-Joost-ten-Noode toebehoort, kan het slechts deze laatste aanbelangen en het verloont voor haar eene aanzienlijke aangelegenheidswaarde, daar haar grond, afzonderlijk beschouwd, slechts eene diepte van 10 meters heeft.

Met de gemeente St-Joost-ten-Noode kwam eene overeenkomst tot stand, op de basis van eenen prijs van 170.000 frank, betaalbaar tien dagen na de goedkeuring door de wetgevende macht. Mits uitkeering van bedoelden prijs, verzaakt de Staat aan :

a) alle aanvraag tot schadeloosstelling, waartoe de inbezitneming zonder titel van den domanialen grond door de gemeente zou kunnen recht geven;

b) alle geding tot wederafstand van het hoogerbeoogd driehoekje, waarvan de bestemming tot openbaar nut niet werd verwezenlijkt.

Daar de verrichting zoowel voor de Schatkist als voor de gemeente voordeelig blijkt, werd het kontrakt op 11 Mei 1923 onder voorbehoud van goedkeuring ondertekend.

VI.

De Staat bezit te Luik, ter plaats genaamd « Ile des Agnesses » een perceel gronds van 12 a. 19 ca. houdende aan de vereeniging zonder winstgevend doel « École technique de Liège » en aan de quai de Condroz.

Naar de voorzieningen, zal bedoeld perceel nooit van nut voor den Staat wezen; hooger genoemde vereeniging vraagt er den aankoop van.

Door zijnen onregelmatigen vorm, kan dit perceel over zijn geheel niet als bouwgrond beschouwd worden. De tegeldemaking ervan schijnt zelfs nogal moeilijk. Nochtans vertoont het voor hoogergenaamde vereeniging eene bijzondere aangelegenheidswaarde.

Met inachtneming dezer omstandigheden, is de prijs op 33,000 frank bepaald geweest, prijs welke overeenkomt met iets meer dan 27 frank den meter.

VII.

De uitvoering der verbeteringswerken aan de Vaart van Gent naar Terneuzen had de aanwerving van enkele perceelen op het grondgebied der Stad Gent genoodzaakt.

Deze laatste heeft bezit genomen van overschotten eener gezamenlijke oppervlakte van 2ha. 16a. 43ca., en heeft dezelfde ten deele bij haren nieuwen kom ingelijfd.

De overeenkomst gesloten met de Stad heeft tot doel den toestand in orde te brengen, mits afstand aan deze laatste van bedoelde overschotten, welke voor den Staat geenêrlei nut meer vertoonen, tegen den prijs van 106,022 frank, en de uit hoofde van het gebruik van deze gronden te vorderen vergoeding, voor goed te regelen.

De Stad Gent stemt erin toe, boven den aankoopprijs, eene vergoeding van fr. 57,141.49 te betalen, namelijk :

1^o Fr. 18,661.98 voor gebruik eener oppervlakte van 1 ha. 38a. 1ca. sedert den 1 Januari 1903 ;

2^o Fr. 38,479.51 voor gebruik van het overige sedert den 8 Maart 1909.

VIII.

Ingevolge de definitieve opheffing van de voormalige voetvolkkazerne gezegd « van het Hospitaal » te Meenen, heeft het Departement van Landsverdediging aan het Beheer der Domeinen, afgifte gedaan ten einde verkooping, van een groot gebouw, eertijds door het leger bezet en waarvan de oprichtingen zich door den oorlog in eenen ellendigen toestand bevonden.

Daar de burgerlijke Godshuizen van Meenen de aanwerving der kazerne gevraagd hebben met het inzicht ze in eenen disch voor ouderlingen te veranderen, heeft het Beheer der Domeinen, tot den afstand toegestemd, onder voorbehoud van goedkeuring der Wetgevende Macht, mits den koopprijs van 73,000 frank overeenkomend met de verkoopbare waarde van het gebouw.

Door dezelfde overeenkomst, heeft het Beheer der Domeinen aan het Gemeentebestuur der stad Meenen het genot en het gebruik afgestaan van de Wapenplaats insgelijks deel uitmakende van het opgeheven krijgsdomein en gelegen voor de voormalige kazerne, met last voor de stad dezelfde op hare kosten in openbaar square aan te leggen en ervan het goed onderhoud alsmede de verlichting en de bewaking te verzekeren.

Er wordt bedongen dat de Staat, indien zulks om reden van openbaar nut zich zou opdringen, al of een deel van bedoelde plaats, zonder vergoeding zou mogen terugnemen.

Deze dubbele verrichting, in het openbaar belang gedaan, is even voordeelig voor de stad Meenen als voor den Staat. Het onderhoud, door dezen laatste van de Plaats, heden in square aangelegd, zou eene betrekkelijk hooge uitgaaf teweeg gebracht hebben, van den anderen kant, het in aanbesteding stellen van de voormalige kazerne in den toestand, waarin zij zich bevond, zou zeer weinig liefhebbers

uitlokken wegens de kosten der herstellingswerken en de voormalige bestemming der gebouwen, welke zich moeilijk tot eene private aanwending zouden schikken

IX.

De kazerne der Witte Vrouwen, gelegen Rijschoolstraat, te Leuven, afgebrand in 1914, zal niet heropgebouwd worden op zijne voormalige plaats welke te eng is (57a. 50ca.) voor de huidige en gebeurlijke behoeften.

Het grondvlak van bedoelde kazerne is dus zonder nut voor den Staat,

De stad Leuven heeft den wensch uitgedrukt ervan eigenares te worden met het oog op het oprichten van twee scholen, en stemt er in toe den prijs van 125,000 frank te betalen, vertegenwoordigende de huidige waarde van bedoelden grond.

X.

De overeenkomsten van 29 Augustus 1912 en van 28 Januari 1914 tot stand gekomen tusschen den Staat en de gemeente Schaerbeek nopens de kwestie van de overwelving van den spoorweg, in de sectie begrepen tusschen den Haechtschen steenweg en de Louis Bertrandland, bepalen in hun artikel 6 :

« De nog beschikbaar blijvende gronden van den Staat wederzijds de overwelving zullen het voorwerp uitmaken van eene overeenkomst later tot stand te komen tusschen den Staat en de gemeente Schaerbeek en waarin de ruiling der gronden geregeld zal worden op de geheele uitgestrektheid van den verplaatsten spoorweg ».

Bedoelde ruiling maakt het voorwerp uit van eene akte ondergeteekend den 24 October 1925, onder voorbehoud van goedkeuring door de wetgevende macht en verleden tusschen den Staat en de gemeente Schaerbeek.

Deze akte bepaalt daarenboven in artikel 7 dat de Staat, ten voordeele der gemeente, mits de uitkeering eener schadeloosstellende vergoeding, verzaakt aan het uitoefenen van het eigendomrecht op de gronden der voormalige Girardinstraat, welk hem toegekend werd bij artikel 3 der overeenkomst van 3 Mei 1900, bekrachtigd door de wet van 18 Mei.

De door den Staat af te stane gronden, zoowel als deze door de gemeente af te staan, werden niet tegen den prijs van den dag maar tegen den inkoop prijs geschat. Klaarblijkelijk, inderdaad, is de door deze gronden aangeworvene meerwaarde te danken voor een aanzienlijk deel aan de belangrijke opofferingen door de gemeente gedaan voor het inrichten harer wegenis en, diensgevolge, is het billijk dat deze meerwaarde haar behouden blijft.

De door den Staat afgestane gronden hebben eene oppervlakte van 4 ha. 6 a. 34 ca. 25 dm²; zij worden geschat op fr. 867,938.72

Diegene afgestaan door de gemeente, metende 53 a. 42 ca. 65 dm², hunne waarde bedraagt. 241,088.23
fr. 626,850.49

Aangaande de door de gemeente te betalen vergoeding, wegens het voordeel getrokken uit de verzaking door den Staat aan het eigendomrecht op de gronden der voormalige Girardinstraat, werd dezelfde insgelijks gerekend op de basis van den gemiddelden aanwervingsprijs, hetzij fr. 27.72 per m². Zij beloopt gezamenlijk tot fr. 119,729.68.

XI

De verbreedingswerken der vaart van Charleroi naar Brussel, beneden Clabecq, noodzaken den aankoop van 8 a. 7 ca. 14 dm² grond, te nemen uit de perceelen nummers 144h/2, 144i/2 en 135c der wijk A van het kadaster der gemeente Sint-Pieters-Leeuw en toebehoorende aan de Naamlooze Maatschappij « Brasseries Wilemans-Ceupens ».

Deze stemt erin toe die goederen aan den Staat af te staan in ruiling tegen eenen grond van 27 a. 43 ca. 92 dm², gelegen op het grondgebied der gemeenten Anderlecht en Sint-Pieters-Leeuw, zijnde een overschot van beschikbare domaniale perceelen.

De geruilde gronden werden ieder geschat op 10 frank den m², zeer voordeelige schatting voor den Staat, eigenaar van het grootste perceel : dit laatste, zijnde ongeschikt voor de bebouwing en moerassig, had moeilijk tegelde kunnen gemaakt worden.

De ruiling heeft dus plaats mits eenen opleg van fr. 18,727.80 te betalen door de mederuilde maatschappij.

De ontworpen ruiling, welke onder uitnemende voorwaarden geschiedt, zal toelaten eene trage en bezwarende gerechtelijke onteigening te vermijden.

XII

De opheffing van een gedeelte van den trekweg van den rechten oever van de vaart van Gent naar Terneuzen heeft een strook grond beschikbaar gesteld eener oppervlakte van 22 a. 55 c a. op het grondgebied der stad Gent.

Deze grond kan slechts van nut zijn voor de naamlooze vennootschap « Transports Urbains et Vicinaux » haren zetel hebbende te Elsene, eigenaarster der aangrenzende gebouwen.

Eene overeenkomst werd gesloten met het oog op den afstand aan bedoelde maatschappij mits den prijs van 15 frank den m², hetzij te zamen 33,795 frank.

Deze prijs houdt rekening met de bijzondere aangelegenheidswaarde welke het goed voor de aankoopster vertoont.

XIII

Het afleiden van den weg van Gosselien naar Courcelles met het oog op de afschaffing van den overweg der statie van Courcelles-Motte, vergt het aanwerven door den Staat van eene oppervlakte van 1 a. 18 ca. te nemen in een perceel gekend op het kadaster der gemeente Courcelles, sectie B. n^o 446, toebehoorende aan M. Florian Leonard, houtkoopman der bedoelde plaats.

Om te vermijden aan eene rechterlijke onteigening te moeten overgaan, werd eene overeenkomst gesloten met den heer Leonard, die wenscht eigenaar te worden van het perceel van 1 a. 82 ca. gelegen terzelfde plaats nevens zijn eigenendom. Dit perceel is van geenerlei waarde meer voor den Staat.

Deze dubbele verrichting zal kunnen totstand komen mits eene akte ruiling waarvan het ontwerp voorziet, ten bate van den Staat eene uitkeering van 480 fr., vertegenwoordigende de waarde van het verschil van oppervlakte der afgestane goederen.

XIV

De verbeteringswerken van den 11ⁿ waterloop van de Samber vergen de aanwerving :

1^o Van eene inneming van 1 ha. 7 a. 40 ca. in het perceel n^o 461/A sectie B van het kadaster van Marchienne-au-Pont;

2^o Van eene andere van 13 a. 45 ca. in het perceel n^o 412/A van de sectie B van dezelfde gemeente. Deze twee innemingen behooren toe aan de Société anonyme Minière et Métallurgique Alliance-Monceau, gevestigd te Monceau-sur-Sambre.

De Staat is eigenaar der volgende perceelen, thans zonder gebruik :

1^o Een grond van 38 a. 60 ca, gelegen te Dampremy en Marchienne-au-Pont, voortkomende van de voormalige bedding der Sambre; 2^o 1 ha. 35 a. 20 ca. grond te Dampremy, sectie B, n^o 274/C.

De waarde der twee loten wordt geschat op den eenparigen voet van 50,000 frank per hectaar.

De Staat is eigenaar geworden van de perceelen 38 a. 60 ca. en van 1 ha 35 a. 20 ca hierboven gemeld met het oog ze aan de maatschappij af te staan, dewelke, maar aan zeer schadelijke voorwaarden voor de Schatkist, er zou in toegestemd hebben het door onteigening geslagen gedeelte van zijn domein te verkoopen, doordien bedoeld gedeelte haar onontbeerlijk was voor hare exploitatie.

Eene akte, te verlijden tusschen den Staat en hooger genoemde maatschappij, zou de ruiling van de gemelde onroerende goederen verwezenlijken. Zij zou vaststelling inhouden van eene uitkeering van 20,450 frank ten bate van den Staat. Aan den prijs van 50,000 frank per hectare zou de uitkeering moeten 26,450 frank bedragen. De vennootschap neemt te haren laste de verplaatsing eener afsluiting, werk welk eene uitgaaf zal genoodzaken van 6,000 frank, derwijze dat de aan den Staat te betalen uitkeering op 20,450 frank teruggebracht wordt.

XV.

De Staat is eigenaar van een blok gronden van ongeveer 10 hectaren, gelegen te St Pieters-Woluwe, nabij het Park dezer gemeente (wijk Vogelzang).

Het Beheer van Bruggen en Wegen hield zich voor den oorlog onledig met het opmaken van een plan tot de in waardestelling van deze gronden, door het oprichten van verbindingswegen op de kosten van de Schatkist.

Daar het ontwerp moest opgegeven worden, dringt zich het behouden van bedoelde gronden in het Staatsdomein niet meer op, en de tegeldemaking kan ervan doorgezet worden.

De samenwerkende vennootschap « Les Villas du Vogelzang » eertijds genoemd « Notre Logis » waarvan het doel is op de beste voorwaarden eene gezonde woonst te verschaffen aan de bedienden van de Openbare Besturen, van de Banken, van den Handel en de Nijverheid, welke ervan deel uitmaken, heeft de aanwerving dezer gronden aangezoekt met het oog op het oprichten eener omvangrijke tuinwijk.

De overeenkomst kwam tot stand tegen den eenvormigen prijs van 12 frank den m², welke als voldoende moet beschouwd worden, rekening houdende met de zeer zware lasten door het Beheer van Bruggen en Wegen aan de vennootschap opgelegd, met het oog op het behouden van een aesthetisch karakter aan de gezamenlijke onderneming, hetgeen in niets de ontwerpen van den Staat betreffende het tot stad herschappen van het Park van Woluwe belemmert.

XVI.

De afschaffing van de voormalige verbindingsbahn tusschen de lijnen van den spoorweg Dendermonde-St-Niklaas en Terneuzen-Mechelen heeft voor den

verkoop eene lange strook grond beschikbaar gesteld op het grondgebied van St-Niklaas, eener oppervlakte van 69 a 32 ca.

Daar het gemeentebestuur van St-Niklaas de aanwerving van het grootste deel van dezen grond aanzocht heeft, om daarvan het grondvlak van eene straat te maken, onontbeerlijk om de uitbreiding der gebouwen tusschen de Plezantstraat en de Gazometerstraat, heeft de Regeering erin toegestemd, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht, eene oppervlakte van 57a. 70ca. mits den prijs van 68,290 fr. aan de stad over te dragen.

Volgens de meening van het Beheer der Domeinen, is de overeenkomst voordelig voor den Staat, de prijs werd vastgesteld rekening houdende, in eene zekere maat, met de meer waarde dat de oprichting der straat aan de aangrenzende eigenaars zal geven.

XVII.

Naar luid eene overeenkomst, op 2 Mei 1923, tusschen de « Société Anonyme en liquidation du Quartier Léopold II » en de Belgische Staat gesloten, is deze laatste eigenaar geworden van het openbaar park van Koekelberg.

De Belgische Staat heeft zich ertoe verplicht het onderhoud van het park te verzekeren en de afgestane goederen tot de voorziene bestemming te behouden.

Eene overeenkomst van 6 April 1880 gesloten tusschen de « Société du Quartier Léopold II » en de gemeenten Koekelberg, St-Pieters-Jette, Ganshoren en St-Jans-Molenbeek voorzag het aanleggen in den omtrek van het park van een Panthéon met aanhoorigheden, lanen en tuin.

Daar het ontwerp van oprichting van een Panthéon prijsgegeven werd, werd er in 1903 tusschen den Belgischen Staat, de betrokkene gemeenten en de « Société du Quartier Léopold II » overeengekomen, dat de bouwplaats voorbehouden tot het Panthéon tot het oprichten van eene basiliek en van hare aanhoorigheden zou aangewend worden, ten dienste der nieuwe parochie, onder de benoeming van het Heilig Hart van Jésus, bij Koninklijk Besluit van 9 Juni 1903 gesticht.

Met het oog op de verwezenlijking dezer bestemming werd een perceel grond van 3 ha. 32 a. kosteloos aan de Kerkfabriek dezer nieuwe parochie door de « Société du quartier Léopold II » afgestaan, volgens akte op 12 December 1903 vóór M^r. Scheyven, notaris te Brussel, verleden.

Er wordt bevonden dat deze grond onvoldoende is om aan de basiliek de door de ontwerpen aangewezen breedvoerigheid en bouwkundig karakter te geven. Een dezes eigendom belendende grond, eener oppervlakte van 2 ha. 94 a., is daartoe noodzakelijk; hij is bestemd om tot bouwplaats te dienen voor het onderste gedeelte van het gebouw; tot oprichting der toegangshellingen en tot het aanleggen van hunne omgeving.

De regeering heeft afstand ervan aan de Fabriek gedaan, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht. Zij aanzocht de bekrachtiging der beslissing.

XVIII.

Met het oog op de verbeteringswerken der Samber boven de Omaliusbrug te Namen, zal het Beheer van Bruggen en Wegen vier innemingen moeten uitvoeren eener gezamenlijke oppervlakte van 36 a. 4 ca., in verscheidene gronden toebehoorende aan de stad.

Daarentegen, bezit de Staat een perceel ingesloten in deze gronden, waarvan de verkoop reeds meermaals beoogd werd.

Volgende overeenkomst werd met de Stad Namem getroffen, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht.

De Staat doet afstand van een perceel groot 1 ha. 29 a. 19 ca. in ruiling van vier innemingen van 36a. 4ca., en zal eene uitkeering opstrijken van 70,760 frank. De verkoopbare waarde dezer goederen wordt eenvormig op 8 frank de vierkante meter bepaald.

De ontworpen ruiling vertoont het dubbel voordeel de tegeldemaking van zijnen grond aan gunstigen prijs voor den Staat te bewerkstelligen en hem tevens de zorgen en de kosten eener rechterlijke onteigening te vermijden.

XIX.

De oprichting tot groote sectie van de vaart van Charleroi naar Brussel, beneden Clabecq, vergt de onteigening eener oppervlakte van 9a. 59ca. 38dm², gedeelte der onroerende goederen ahangende van de installaties der Naamlooze Vennootschap « d'Aoust frères », te Anderlecht.

Anderzijds, om de ophooging der weggravingen en de voorloopige afleiding van den bevaarbaren weg toe te laten, moet de Staat, gedurende de werken, over eene oppervlakte kunnen beschikken van ongeveer vijf en twintig aren te nemen onder dezelfde goederen.

De vennootschap d'Aoust heeft harer zijds den wensch uitgedrukt vijf overschotten aan te werven eener gezamenlijke oppervlakte van 11a. 80ca. 29dm², welke, na de voltooiing der vaart, voor den Staat geen nut meer zullen vertoonen.

Om de betaling van hooge vergoedingen hoofdens waardevermindering der aan de vennootschap nog toebehoorende goederen te vermijden, heeft het Beheer van Bruggen en Wegen een ontwerp van contract verhandeld dat van aard is alle betrokkene belangen te vrijwaren.

Behalve de ruiling van den eigendom der hooger aangehaalde goederen, wordt de Staat gemachtigd, tijdens den ganschen duur der werken, eene oppervlakte in te nemen van ongeveer vijf en twintig aren noodig tot den aannemer, met vermogen de op dezen grond opgerichte huizen zonder vergoeding te doen afbreken en de vele fruitboomen die erop wassen neer te vellen.

Daarenboven, betaalt de vennootschap « d'Aoust frères » aan den Staat eene uitkeering van 10,000 frank vertegenwoordigende haar voordeel van toegang tot de vaart.

Over haar geheel beschouwd, is deze overeenkomst voordelig voor de Schatkist.

XX.

Bij overeenkomst van 2 April 1914, goedgekeurd door artikel 1. n° 7, der domaniale wet van 25 Mei 1914, heeft de Belgische Staat aan de « Union Saint-Gilloise », samenwerkende sportvereniging, gevestigd te Sint-Gillis, een grond verhuurd van ongeveer 2 hectaren ahangende van het voormalig goed Duden te Vorst, voor een termijn van dertig jaren aanvang nemende op 1 September 1914, en mits eene jaarlijksche huurreel van 1,000 frank.

Zooals vermeld in de memorie van toelichting van hoogeraangehaalde wet (*Parl. besch.*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, n° 286, bl. 5), zullen, na verstrijking der pacht, alle gebouwen en onroerende installaties, de aan den grond toegebrachte verbeteringen en de toen bestaande beplantingen, zonder vergoeding den vollen eigendom van den Staat worden.

Het uitbreken van den oorlog heeft de hurende vennootschap belet, de gebouwen op te richten voorzien door de aan de overeenkomst gehechte plannen.

Tegenover de aanzienlijke uitgaaf, welke de uitvoering van het in 1914 ontworpen plan zou hebben medegesleept, heeft de vennootschap na den wapenstilstand de machtiging aangezocht eene voorloopige tribune op te richten. Deze machtiging werd op 25 Mei 1919 toegestaan, onder deze voorwaarde dat het voorloopig werk ten minste gedurende 10 jaar zou kunnen behouden blijven ; dit tijdvak eens verstreken, behield de Staat het recht de oprichting te eischen van definitieve installaties in overeenstemming met het tot stand gekomen contract.

Wenschende een aanzienlijken en onder aesthetisch oogpunt belangrijker opbouwingsplan te verwezenlijken, maar tevens ook veel kostelijker dan het ontwerp van vooroorlog, knoopte de « Union Saint-Gilloise » onderhandelingen met den Staat aan met het doel eene nieuwe pacht te verkrijgen, lang genoeg om haar toe te laten de uitgaaf te delgen welke het millioen zal overschrijden.

De overeenkomst kwam tot stand op de volgende grondslagen, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht.

De pacht van 2 April 1914 wordt verbroken te rekenen met 1 September 1925. Eene nieuwe pacht van dertig jaren van dezen datum af wordt van de hurende vennootschap toegestaan. Het in het vormalig contract bedongen pachtgeld van 1,000 frank wordt door een veranderlijk pachtgeld vervangen dat zal overeenstemmen met de ruwe ontvangsten der vennootschap, zonder nochtans dat bedoeld pachtgeld beneden de 10,000 frank 's jaars mag blijven. Op de basis der tijdens de jongste jaren gedane ontvangsten, zal het nieuw pachtgeld 25,000 fr. 's jaars overtreffen.

De tot stand gekomene overeenkomst is dus uiterst voordeelig voor den Belgischen Staat. Zij verzekert aan de Schatkist, gedurende de 19 nog te loopen jaren der voormalige pacht, bijvoegelijke geldmiddelen die in geen geval onder de 171,000 frank maar waarschijnlijk meer dan 400,000 frank zullen bedragen. Anderzijds, na verstrijking der nieuwe pacht, zal de Staat den vollen eigendom genieten van installaties veel belangrijker geworden dan diegene ons door de huidige pacht overgelaten.

XXI.

De Belgische Staat bezit op het grondgebied der Stad Brussel, 2° wijk, een uitgebreid blok onroerende goederen gelegen nabij het openbaar park van Laeken, de Meysselaan en het Chineesch Paviljoen, waarvan het grootste deel zijnen eigendom werd krachtens het verdrag van overname van Congoland en ingevolge de ontbinding van de « Compagnie Foncière, Industrielle et Commerciale pour la conservation et l'embellissement des Sites ». In hunnen huidige toestand, leveren deze goederen, eener gezamenlijke benaderende oppervlakte van 123 hectaren, een zuiver inkomen op dat nauwelijks de 60,000 frank 's jaars overtreft en op verna niet overeenkomt met de opbrengst van de hoofdwaaarde der eigendommen.

De exploitatie dezer gronden vergt zeer belangrijke werken tot het aanleggen van straten met rioolen en verscheidene canalísaties, waarvan de uitvoering, door de zorgen van den Staat, de uitgaaf zou medesleepen van aanzienlijke kapitalen, welke noodzakelijk zouden moeten ontleend worden daar zij door de gewone geldmiddelen der schatkist niet kunnen opgeleverd worden.

Daar zij belang hecht aan de spoedige uitbreiding van die wijk, heeft de stad Brussel aan de Regeering voorgesteld de onroerende goederen waarvan gewag af te koopen, met het doel zelf aan de oprichtings- en exploitatiewerken te kunnen overgaan.

Een overeenkomst in beginsel werd op de volgende grondslagen met de stad Brussel gesloten :

De stad Brussel betaalt aan den Staat eene som van 23 miljoen frank vertegenwoordigende de huidige waarde der afgestane eigendommen, en dewelke in alle geval aan de Schatkist behouden blijft. De Staat zal voor de helft in de winst deelen gebeurlijkerwijze gelaten door den wederverkoop der gronden door de stad, na uitvoering der tot de inwaardestelling noodige werken.

Om aan de aan den Staat door wijlen Koning Leopold II opgelegde verplichtingen te voldoen, zal het inrichtingsplan aan de goedkeuring van de Beheerscommissie der Koninklijke Schenking behooren onderworpen te worden.

De Regeering is de meening toegedaan dat, over het algemeen, de ontworpen overeenkomst voordeelig is voor de Schatkist; zij is bestemd om een werk van openbaar nut te verwezenlijken waarvan de belangrijkheid ontegensprekelijk is, en om het onmiddellijke binnenkomen in de Staatskas te verzekeren van een aanzienlijk kapitaal, heden om zoo te zeggen niets voortbrengend.

XXII.

Met het doel de woningscrisis tegen te gaan en de herstelling der verwoeste streken of plaatsen te bevorderen, werd het Departement van Economische Zaken bewogen tuinvijken en andere woonsten aan te leggen, nijverheids- of handelsinstellingen op te richten, door den oorlog geteisterde huizen aan te werven om ze in goeden staat te herstellen. Andere eigendommen, zooals het uitgestrekt domein van Woluwe waar de invaliden voorloopig gehuisd werden, zijn door den Staat aangeworven geweest om het hoofd te bieden aan de onmiddellijke behoeften door den oorlog teweeggebracht.

Er werd bevonden dat de tegeldemaking van sommige dezer goederen zeer moeilijk valt en dat eene verkooping bij openbare toewijzing den gewenschten uitslag niet zou opleveren.

Ten einde het Beheer der Domeinen in staat te stellen hare zware zending met den besten uitslag te volbrengen, ware het wenschelijk zooveel mogelijk de ter zaak bestaande beletsels te beperken, en het schijnt dus raadzaam, in voorhandig geval, eene afbreuk aan artikel 1 der wet van 31 Mei 1923 te machtigen, hetwelk op 20.000 frank de macht begrenst van den Minister van Financiën om domaniale goederen uit de hand te verkoopen.

Gezien de gewichtigheid van het betrokkene belang, heb ik de eer het Parlement uit te noodigen het ontwerp met alle dringendheid te willen onderzoeken.

De Minister van Financiën,

ALB. JANSSEN.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI
Domaniale.

ONTWERP
van Domaniale Wet.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de notre Ministre des Finances :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances, présentera en Notre Nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1° L'acte du 27 août 1924, portant cession par l'Etat belge aux communes d'Adinkerke, La Panne, Nieupoort, Oostduinkerke et Furnes, moyennant le prix de cent mille francs d'un terrain de 5ha. 45a. 13ca., sis à Adinkerke, dépendant de la propriété dite Cabour, avec les installations de captage et de distribution d'eau qui y sont établies ;

2° L'acte du 15 octobre 1924, passé entre le département des Chemins de fer et la Société du Charbonnage de Saint-Roch, à Auvélais, portant engagement par cette dernière de fournir les déblais nécessaires à l'exécution des remblais du raccordement de la

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HERBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Minister van Financiën zal in Onzen Naam het ontwerp van wet, waarvan den inhoud volgt, bij de Wetgevende Kamers indienen :

ARTIKEL EÉN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1° De akte van 27 Augustus 1924, houdende afstand door den Belgischen Staat aan de gemeenten Adinkerke, De Panne, Nieuwpoort, Oostduinkerke en Veurne, mits den prijs van honderd duizend frank, van eenen grond groot 5ha. 45a. 13ca., gelegen te Adinkerke, deelmakende van den eigendom Cabour, met de instellingen van opvang en verdeeling des waters die er opgericht werden ;

2° De akte van 15 October 1924, verleden tusschen het Departement der IJzerwegen en de vennootschap « Charbonnage de St-Roch », te Auvélais, inhoudende de verbintenis door deze laatste de uitgravingspecie te leveren, noodig tot de uitvoering der

ligne de Tamines-Anhée à celle de Tamines-Lambusart, et d'en effectuer le transport, moyennant cession par l'Etat de quatre parcelles de terrain situées sur la commune de Tamines, d'une contenance globale de 93a. 90ca;

3° L'acte du 10 décembre 1924, portant vente à la société sans but lucratif « Vereeniging der Parochiale Werken van Westende » d'un magasin avec terrain situé à Westende, d'une contenance de 2 ha. 9a. 67ca., moyennant le prix de 50,000 francs, frais à charge de l'Etat ;

4° L'acte du 19 janvier 1925, passé devant le Receveur des Domaines, à Malines, portant vente par l'Etat belge à la Province d'Anvers, moyennant le prix de 28,000 francs, d'une propriété sise à Malines, rue de l'Ecou-tête, connue au cadastre, section A, n° 712b, pour une contenance de 9a. 70 ca. ;

5° L'acte du 11 mai 1925, portant cession par l'Etat à la commune de Saint-Josse-ten-Noode : 1° d'un terrain d'une contenance approximative de 13 a 57 ca. situé à Saint-Josse-ten-Noode aux abords de la place Armand Steurs, provenant du tronçon désaffecté de l'ancien chemin de fer de ceinture de Bruxelles-Nord à la station du Quartier Léopold, compris entre l'extrémité de la rue du Moulin et la limite de la commune de Schaerbeek ; 2° une languette de terrain d'une contenance de 18 ca., situé à Saint-Josse-ten-Noode, provenant de l'ancienne voirie publique devenue le boulevard Paul Deschanel ;

6° L'acte du 15 mai 1925, contenant vente par l'Etat à l'Ecole Technique de Liège, association sans but lucratif, d'un terrain de 12 a. 19 ca., sis à Liège au lieu dit « Ile des Aguesses », moyen-

naardingswerken van de verbinding Tamines-Anhée met deze van Tamines-Lambusart, en ervan het vervoer te doen, mits afstand door den Staat van vier perceelen grond gelegen te Tamines eener globale oppervlakte van 93a. 90ca. ;

3° De akte van 10 December 1924, inhoudende verkoop aan de maatschappij zonder winstgevend doel « Vereeniging der Parochiale Werken van Westende », van een magazijn met grond gelegen te Westende, eener oppervlakte van 2ha. 09a. 67ca., mits den prijs van 50,000 frank, kosten ten laste van den Staat ;

4° De akte van 19 Januari 1925, verleden voor den Ontvanger der Domeinen te Mechelen, houdende verkoop door den Belgischen Staat aan de Provincie Antwerpen, mits den prijs van 28,000 frank, van een eigendom gelegen te Mechelen, Schoutetstraat, gekend ten kadaster Sectie A, n° 712/B, voor eene oppervlakte van 9a. 70ca ;

5° De akte van 11 Mei 1925 inhoudende afstand door den Staat aan de gemeente St-Joost-ten-Noode : 1° van een grond eener benaderende oppervlakte van 13 a. 57 ca. gelegen te Sint-Joost-ten-Noode in de nabijheid der Armand Steursplaats, voortkomende van het opgeheven deel van den voormaligen spoorweg van Brussel-Noord naar de statie der Leopoldswijk, begrepen tusschen het uiteinde van de Molenstraat en de grens der gemeente Schaerbeek ; 2° een tongvormig perceel eener oppervlakte van 18 ca. gelegen te St-Joost-ten-Noode, voortkomende van den voormaligen openbaren weg, thans de Paul Deschanellaan ;

6° De akte van 15 Mei 1925, inhoudende verkoop door den Staat aan de « Ecole Technique de Liège » vereeniging zonder winstgevend doel, van een terrein van 12 a. 19 ca., gelegen

nont le prix principal de trente-trois mille francs (33,000);

7° L'acte du 15 juillet 1925, portant vente à la Ville de Gand de 2 ha. 16 a. 43 ca. de terrain à Gand, moyennant le prix de 106,022 francs et paiement d'une somme de fr. 57,141.49 à titre d'indemnité d'occupation;

8° La convention du 12 septembre 1925, portant cession 1° au profit des Hospices Civils de Menin, moyennant le prix de 73,000 francs de l'ancienne caserne d'infanterie, sise à Menin, Place d'Armes, n° 12, d'une contenance de 55 a., inscrite au cadastre Section E, numéro 1007/94; 2° au profit de la Ville de Menin, de la jouissance et de l'usage de la Place d'Armes sise devant l'ancienne caserne, à charge de la transformer en square public et d'en assurer l'entretien, étant formellement entendu que le droit de propriété du bien reste appartenir à l'État, à titre de dépendance du domaine public;

9° L'acte du 22 septembre 1925, portant vente par l'État Belge à la Ville de Louvain, pour le prix de 125,000 francs, d'un terrain de 57 a. 50 ca., sis à Louvain, étant l'emplacement de l'ancienne caserne des Dames Blanches;

10° L'acte du 24 octobre 1925 portant :

Cession par la commune de Schaerbeek de 53 a. 42 ca. 63 dm² de terrain sis à Schaerbeek, en échange de 4 ha. 6 a. 34 ca. 25 dm² de terrain sis en la même commune, moyennant une soulte de six cent vingt-six mille huit cent cinquante francs 49 centimes à payer par la commune;

Et renonciation par l'État en faveur de la commune de Schaerbeek, moyennant le paiement par celle-ci d'une indemnité compensatoire de cent dix-neuf mille sept cent vingt-deux francs

te Luik, ter plaats genaamd « Ile des Aguesses », mits een hoofdkoopprijs van drie en dertig duizend frank;

7° De akte van 15 Juli 1925, houdende verkoop aan de stad Gent van 2 ha. 16 a. 43 ca. grond te Gent, mits den prijs van 106,022 frank en uitkeering eener som van fr. 57,141.49 bij wijze van vergoeding wegens gebruik;

8° De overeenkomst van 12 September 1925, houdende afstand: 1° ten bate der Godshuizen van Meenen, mits den prijs van 73,000 frank van de voormalige voetvolkkazerne gelegen te Meenen, Wapenplaats, n° 12, eener oppervlakte van 55 a., ingeschreven ten kadaster, sectie E, nummer 1007/94; 2° ten bate der stad Meenen, van het gebruik van de Wapenplaats gelegen vóór de voormalige kazerne, met last ze in openbaar square te veranderen en het onderhoud ervan te verzekeren, daarbij wel te verstaan zijnde, dat het recht van eigendom van het goed aan den Staat blijft toebehooren, ten titel van afhankelijkheid van het openbaar domein;

9° De akte van 22 September 1925 houdende verkoop door den Belgischen Staat aan de stad Leuven tegen den prijs van 125.000 frank van een grond van 57 a. 50 ca. gelegen te Leuven zijnde de plaats van de voormalige kazerne der Witte Vrouwen;

10° De akte van 24 October 1925 houdende :

afstand door de gemeente Schaerbeek van 53 a. 42 ca. 63 dm² grond gelegen te Schaerbeek, in ruiling van 4 ha. 6 a. 34 ca. 25 dm² grond gelegen in dezelfde gemeente, mits eene door de gemeente te betalen uitkeering van fr. 626.850,49;

en verzaking door den Staat ten voordeele der gemeente Schaerbeek, mits de betaling door dezelfde eener schadeloosstellende vergoeding van fr. 119.722,68, aan het uitoefenen van

68 centimes, à l'exercice du droit de propriété sur les terrains de l'ancienne rue Girardin, qui lui avait été concédé par l'article 3 de la convention du 3 mai 1900, ratifiée par la loi du 18 dito.

ART. 2.

Le Ministre des Finances est autorisé :

1° A céder à la Société Anonyme « Brasseries Wielemans-Ceuppens » un terrain situé à Anderlecht et à Leeuw-Saint-Pierre d'une contenance de 27 a. 43 ca. 92 dm², en échange d'un terrain de 8 a. 71 ca. 14 dm² situé à Leeuw-Saint-Pierre, moyennant paiement par la société d'une soulte de dix-huit mille sept cent vingt-sept francs 80 centimes;

2° A céder, de gré à gré, à la Société Anonyme « Transports Urbains et Vicinaux » ayant son siège à Ixelles, moyennant le prix de 33,795 francs un terrain de 22 a. 53 ca., sis à Gand, sur la rive droite du canal de Gand à Terneuzen;

3° A céder par voie d'échange à M. Florian-Joseph Léonard, marchand de bois, à Courcelles, une parcelle de terrain de 1 a. 82 ca., située à Courcelles contre une parcelle de terrain de 1 a. 18 ca., située en la même commune, moyennant une soulte de 480 francs au profit de l'État.

4° A céder à la Société anonyme Minière et Métallurgique Alliance-Monceau à Monceau-sur-Sambre: 1° un terrain de 38 a. 60 ca. situé à Dampremy et Marchienne-au-Pont, provenant de l'ancien lit de la Sambre; 2° un terrain de 1 ha. 32 a. 20 ca. à Dampremy; en échange de 1 ha. 20 a. 90 ca. de terrain à Marchienne-au-Pont, moyennant paiement à l'État d'une soulte de 20,450 francs et de l'exécution de certains travaux par la Société;

het eigendomrecht op de gronden der voormalige Girardinstraat welk hem toegekend werd bij artikel 3 der overeenkomst van 3 Mei 1900, bekrachtigd door de wet van 18 dito.

ART. 2.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd :

1° Af te staan aan de Naamlooze Maatschappij « Brasseries Wielemans-Ceuppens » eenen grond gelegen te Anderlecht en St-Pieters-Leeuw, groot 27 a. 43 ca. 92 dm², in ruiling tegen eenen grond van 8 a. 71 ca. 14 dm² gelegen te St-Pieters-Leeuw, mits betaling, door de maatschappij, van eenen opleg van fr. 18.727,80 ;

2° Uit te hand af te staan aan de Naamlooze Vennootschap « Transports Urbains et Vicinaux » haar zetel hebbende te Elsene, mits den prijs van 33.795 frank een grond van 22 a. 53 ca. gelegen te Gent op den rechter oever van de vaart van Gent naar Terneuzen ;

3° Bij wijze van ruiling af te staan aan M. Florian-Joseph Leonard, houtkoopman te Courcelles, een perceel grond van 1 a. 82 ca., gelegen te Courcelles, tegen een perceel grond van 1 a. 18 ca., gelegen in dezelfde gemeente, mits eene uitkeering van 480 frank ten bate van den Staat ;

4° Aan de « Société anonyme Minière et Métallurgique Alliance-Monceau », te Monceau-sur-Sambre, af te staan : 1° een grond van 38 a. 60 ca., gelegen te Dampremy en Marchienne-au-Pont, voortkomende van de voormalige bedding van de Sambre; 2° een grond van 1 ha. 32 a. 20 ca. te Dampremy in ruiling van 1 ha. 20 a. 90 ca. grond te Marchienne-au-Pont, mits uitbetaling aan den Staat eener uitkeering van 20,450 frank en de uitvoering van zekere werken door de Maatschappij ;

5° A céder, de gré à gré, à la Société coopérative « Les Villas du Vogelzang », dont le siège est à Bruxelles, moyennant le prix de 12 francs le mètre carré, deux parcelles de terre sises à Woluwe-Saint-Pierre, d'une contenance totale d'environ 10 hectares ;

6° A céder à la Ville de Saint-Nicolas, une parcelle de terrain sise en cette ville, d'une contenance de 57a. 70ca., moyennant le prix de 68,290 fr. ;

7° A céder, à titre gratuit, à la Fabrique d'Eglise du Sacré-Cœur de Jésus, à Ganshoren, un terrain de 2ha. 94a. environ, situé sur le territoire des communes de Koekelberg et de Ganshoren, en vue de l'érection de la Basilique de Koekelberg et de l'aménagement de ses abords ;

8° A céder, par voie d'échange, à la ville de Namur, moyennant une soulte de septante mille sept cent soixante francs, une parcelle de terrain de 1ha. 24 a. 49ca. à prendre dans un pré sis à Namur, contre quatre emprises, sises à Namur, d'une superficie totale de 36a. 4ca. ;

9° A céder, par voie d'échange à la Société anonyme « Etablissements d'Aoust Frères », dont le siège est à Anderlecht, rue Bollinckx, n° 15, de maisons avec 11 ares 80 ca. 29 dm² de fonds et terrains, sises à Anderlecht, contre des maisons avec 9 ares 59 ca. 38 dm² de fonds et terrains, sises au même lieu, moyennant une soulte de dix milles francs à payer à l'Etat outre certaines charges accessoires ;

10° A accorder en bail à l'« Union Saint-Gilloise », Société Coopérative, établie à Saint-Gilles, pour un terme de trente années à partir du 1^{er} septembre 1925, un terrain d'environ 2 hectares dépendant de l'ancienne

5° Uit de hand af te staan aan de Samenwerkende vennootschap « Les Villas du Vogelzang », waarvan de zetel te Brussel is, mits den prijs van 12 frank den vierkanten meter, twee perceelen grond, gelegen te Sint-Pieters-Woluwé, eener gezamenlijke oppervlakte van ongeveer 10 hectaren ;

6° Aan de stad Sint-Niklaas af te staan, een perceel grond, gelegen in deze stad, eener oppervlakte van zeven-en-vijftig aren zeventig centiaren, mits den prijs van 68,290 frank ;

7° Ten kosteloozen titel af te staan aan de Kerkfabriek van het Heilig Hart van Jesus, te Ganshoren, een grond van 2 hectaren 94 aren ongeveer, gelegen op het grondgebied der gemeenten Koekelberg en Ganshoren, met het oog op het oprichten der basiliek van Koekelberg en van het aanleggen van hare omgeving ;

8° Af te staan bij wijze van ruiling aan de stad Namen, mits eene uitkeering van zeventig duizend zeven honderd zestig frank, een perceel grond van 1 ha 24 a. 49 ca., te nemen in eene weide gelegen te Namen, tegen vier innemingen gelegen te Namen, eener gezamenlijke oppervlakte van 36 aren 4 centiaren ;

9° Af te staan bij wijze van ruiling aan de Naamlooze Vennootschap « Etablissements d'Aoust frères » waarvan den zetel te Anderlecht is, Bollinckxstraat N° 16, huizen met 11 a. 80 ca. 29 dm² en gronden gelegen te Anderlecht, tegen huizen met 9 a. 59 ca. 38 dm² en gronden gelegen terzelfde plaats, mits eene uitkeering van tien duizend frank betaalbaar aan den Staat behalve sommige bijhooijige lasten ;

10° In pacht te verleenen aan « Union St. Gilloise », samenwerkende vennootschap, gevestigd te St Gillis, voor een termijn van dertig jaar te rekenen met 1^{er} September 1925, een grond van ongeveer 2 hectaren afhangende

propriété Duden à Forest, en substitution du bail en cours approuvé par la loi du 25 mai 1914 et qui devait prendre fin le 31 août 1944 ;

11° A céder de gré à gré, à la Ville de Bruxelles un ensemble d'immeubles situés à Bruxelles, 2^e district, à proximité du parc public de Laeken, de l'avenue de Meysse et du pavillon chinois, d'une contenance approximative de 123 hectares, et destinés à être mis en valeur pour la bâtisse, moyennant le prix de 25 millions de francs et sous la condition que l'État participera pour moitié aux bénéfices à résulter éventuellement de la revente des biens après leur mise en valeur par la Ville de Bruxelles.

ART. 3.

Autorisation est accordée au Ministre des Finances d'aliéner de gré à gré, lorsque ce mode d'aliénation paraîtra favorable aux intérêts du Trésor, les immeubles acquis ensuite de la guerre qu'il est jugé sans intérêt de conserver.

Rapport sera fait aux Chambres législatives, en conformité de l'article 5 de la loi du 31 mai 1923, au sujet des aliénations effectuées en vertu de cette autorisation.

Donné à Bruxelles, le 9 février 1926.

van het voormalig goed Duden te Vorst, in vervanging van de loopende pacht goedgekeurd door de wet van 25 Mei 1914 en die op 31 Augustus 1944 moest eindigen;

11° Af te staan uit de hand aan de stad Brussel eene samenvatting van onroerende goederen gelegen te Brussel, 2^e wijk, nabij het openbaar park van Laeken, de Meysseaan en het Chineesch Paviljoen, eener benaderende oppervlakte van 123 hectaren, en bestemd om voor het bouwen in waarde gesteld te worden, mits den prijs van 25 miljoen en onder de voorwaarde dat de Staat voor de helft zal deelnemen in de winsten gebeurlijk te spruiten uit den wederverkoop der goederen na hunne exploitatie door de stad Brussel.

ART. 3.

Machtiging wordt verleend aan den Minister van Financiën om uit de hand te verkoopen, wanneer deze handelwijze gunstig aan de belangen van de Schatkist zal bevonden worden, de onroerende goederen aangeworven tengevolge van den oorlog dewelke geen belang vertoonen behouden te worden.

Verslag zal gegeven worden aan de Wetgevende Kamers, in overeenstemming met artikel 5 der wet van 31 Mei 1923, over de verkooppingen uitgevoerd krachtens bedoelde machtiging.

Gegeven te Brussel, den 9 Februari 1926.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

Alb. JANSSEN.